

Action Catholique des milieux Indépendants  
Table ronde du Conseil National 2022  
11-13 mars, Nîmes

## Les milieux de vie ?

- Des espaces de socialisation

ouvertures à partir de perspective socio-historique  
de classes sociales, strates, groupes...

- Que signifie « milieu(x) de vie » ?

ouvertures à partir de l'influence des sciences naturelles et sociales

- Questions – discussions en ateliers – échanges
- ✓ Les milieux indépendants au risque de l'institutionnalisation
  - ✓ Vers un espace social d'engagement :  
avec qui ? vers quoi ? pour qui ? comment ?

## Préambule

*Ce texte reprend la communication donnée en table ronde à l'occasion du Conseil National de l'ACI organisé à la maison Diocésaine de Nîmes, les 11, 12 et 13 mars 2022.*

*J'ai été invitée, en tant qu'intervenante extérieure, à proposer une grille de lecture et une mise en perspective en vue d'un débat, sur deux thèmes que je travaille habituellement en tant que sociologue et urbaniste, à l'Institut catholique de Paris :*

- *Les « classes sociales » et leur évolution afin, ici, d'éclairer les mutations sociétales en court qui floutent la lecture et les représentations des identités d'appartenance ;*
- *Les « milieux de vie » et les contours qu'ils peuvent prendre, en vue ici que les participants s'emparent d'autres manières d'envisager ce cadre de socialisation.*

*Je tiens à remercier les organisateurs pour leur invitation et pour leur confiance car ils m'ont laissé carte blanche. Si c'est très appréciable intellectuellement, cela n'en demeure pas moins assez inconfortable car cela nécessite un travail d'ouverture, de sélection puis de synthèse quelque peu périlleux dans le temps court d'une table ronde située face à un public inconnu.*

*Je ne connaissais pas l'Action Catholique des Milieux Indépendants. En tant que sociologue, et en tant que personne animée d'un esprit de curiosité certain, c'était donc l'opportunité de découvrir un nouveau milieu. Je me suis renseignée un peu, ai lu son contexte de création et son histoire mais n'ai pas tenté d'aller plus avant. Non seulement ce n'était pas le sujet, mais comprendre un milieu de vie, en saisir ses ressorts, sa diversité et sa subtilité demande des années d'expérience partagée.*

*C'est donc avec un regard justement novice que la communication a été préparée. Le contenu qui en découle présente forcément des raccourcis et des biais. Toutefois, il devait, avec les compléments les références bibliographiques apportés, permettre à chacune et à chacun une appréciation générale des deux thèmes et une appropriation personnelle en fonction de sa position dans le mouvement et dans sa vie par ailleurs. C'est ce que j'en ai ressenti à l'issue de la présentation orale.*

*Les échanges plus informels, sous forme de questions, de précisions, de prolongements ou de discussions qui s'en sont suivis avec certaines personnes durant le reste du week-end me confirment l'intérêt de votre collectif porte sur ces questions tant par rapport aux parcours et chemins de vie personnels de ses membres, que par rapport à la crise (changement) que vit le mouvement. À différentes échelles et pour différentes raisons ces propos ont et prennent sens dans une société en profonde mutation systémique.*

*Je remercie toutes celles et ceux avec qui j'ai pu avoir ces échanges. J'ai beaucoup appris en partageant ces quelques moments conviviaux de réflexion ce week-end, que ce soit en table ronde, à table ou en voiture ! Comme pour tous les milieux de vie déjà bien établis, pour ceux en train de se créer ou se recréer, ce sont toujours les questions existentielles qui fondent ou refondent la raison d'être là avec l'autre pour un commun désirable.*

Sophie Rouay-Lambert, 14 mars 2022

Des espaces de socialisation : classes, strates, groupes, milieux...

### Qu'est-ce qu'une classe sociale ?

Les classes sociales se définissent les unes par rapport aux autres en se distinguant autour de 3 axes structurants (M. Weber) :

- **économique** : avec un inégal accès aux biens et aux services ;
- **social** : prestige et honneur d'appartenir ou d'accéder à une certaine condition statutaire ;
- **politique** : par l'inscription dans un parti ou une orientation politique ou idéologique leur permettant de renforcer leur position sociale et économique.

Les classes sociales sont également marquées par de fortes identités (L. Chauvel) :

- **temporelle** : par la permanence et la capacité de la classe à assurer son propre recrutement ;
- **culturelle** : avec un partage de références symboliques spécifiques, de modes de vie permettant une reconnaissance réciproque ;
- **collective** : marquant une capacité à agir collectivement dans la sphère politique afin de faire connaître les intérêts de sa classe au travers de son unité.

La conscience d'appartenir à une classe sociale participe de la constitution des classes sociales : elle permet la défense des intérêts de classes, les luttes des classes (K. Marx), la reproduction ou la mobilité sociale...

#### • Classe moyenne

De tout temps, elle se situe entre deux extrêmes : entre les classes dominantes (noblesse, aristocratie, élites, bourgeoisie, riches, etc.) et les classes populaires (prolétaires, ouvriers, journaliers, pauvres, etc.) Déjà pour Aristote, la classe moyenne possède une identité économique en se situant entre « ceux qui ont trop peu » et « ceux qui ont trop » ; une identité sociale, son rôle normatif étant d'assurer une « bonne organisation sociale ». La conjugaison de ces deux identités lui permet d'asseoir un pouvoir en se dotant d'une identité politique. Son importance démographique lui permet de revendiquer des droits et des aspirations et de défendre ses intérêts dans le cadre d'un projet de société. Le pouvoir de la classe moyenne réside dans le fait qu'elle offre une certaine stabilité pour un régime politique ; d'où le fait que, depuis l'époque post-révolutionnaire, les États modernes puis les nouveaux régimes politiques des pays émergents tentent de se constituer une large classe moyenne (base électorale médiane et débouchés pour une société la consommation de masse).

#### • Classe bourgeoise

Issus de la sédentarisation des marchands dans les bourgs à proximité directe des villes, où ils commercent autant avec les citadins qu'avec les ruraux, absorbés par le développement urbain à la fin du moyen âge, les habitants des bourgs deviennent au fil du temps, une classe sociale urbaine à part entière. La bourgeoisie assoit son pouvoir en devenant un acteur urbain incontournable en négociant avec le clergé (financement de l'Église) et une noblesse propriétaire mais appauvrie (promotion sociale par le mariage). Ils s'enrichissent en s'organisant et en développant une nouvelle forme d'échange économique, c'est la naissance du capitalisme économique. Ils façonnent la ville à leur image, développent un nouvel art de vivre urbain où se mêlent art, culture, loisir et représentation d'un « bon vivre », et développent une morale à l'attention des classes du peuple.

- Classe ouvrière

Les ouvriers ont existé de tout temps et en tout lieu. Mais ils se constituent en tant que classe en participant du développement de la société industrielle à travers des objets de lutte : salaire, droits, conditions de travail puis conditions de vie, etc. Leur masse et leurs mœurs font peur. Aussi, ils deviennent « la question sociale » du XIX<sup>e</sup> siècle et sujets de surveillance. Il faut les cadrer et les éduquer. Leur contrôle social passe par l'éducation (école républicaine) et les politiques d'habitat et de logement dès 1850.

Comprendre le fonctionnement et l'évolution des sociétés passe par l'analyse processus et des liens sociaux d'interdépendance, autrement dits des liens de solidarité, entre les individus au sein de chaque classe, et entre les classes sociales (E. Durkheim).

## **Ballade historique sur l'émergence et l'évolution des classes sociales**

Les classes sociales ont connu bien des contours et des évolutions dans l'histoire. Afin de saisir ce dont nous héritons encore aujourd'hui des structures sociales, remontons au Moyen-Âge.

Durant la société d'ordre(s), les classes ont laissé place à un ordre social hétéronome sur lequel les hommes n'avaient pas d'emprise. Ils se retrouvaient répartis, par la main divine, en trois états. Le Clergé (qui porte la parole de Dieu aux hommes), la Noblesse (qui défend les hommes et fait la guerre) et le Tiers états (qui travaille la terre et nourrit les hommes).

Face aux tournants de l'histoire (évolution des techniques, inventions et découvertes) la société se diversifie et le tiers état se compose bientôt d'une population plus favorisée issue des villes, qui s'enrichit du commerce et qui bousculera cette société d'ordres, jusqu'à développer leur propre projet de société au point d'en devenir un modèle.

### **De la marchanderie à la bourgeoisie**

Face au développement du capitalisme économique, le religieux doit s'adapter et composer avec un nouveau groupe qui se forme en classe sociale : la « marchanderie ». Tout d'abord considérée comme une classe stérile car ne créant pas de richesse issue de la terre, cette classe sociale, qui se développera durant tout l'ancien régime jusqu'à la révolution aura une identité sociale assez négative.

D'un point de vue économique elle fondera pourtant une nouvelle doctrine économique au service du Prince. D'un point de vue politique elle participera de la constitution des États et de leur enrichissement sur la base du développement de la monnaie et d'une économie marchande qui s'internationalise. La puissance de l'État s'appuie dès lors sur cette classe marchande et devra, dans la période à venir, favoriser son essor industriel, le capitalisme industriel.

La « marchanderie » a fait son chemin, obtient enfin une identité sociale de différenciation et devient la bourgeoisie. En tant que classe sociale positivement reconnue et toujours incontournable, elle travaille à sa notoriété. Elle s'appuie sur la philosophie des Lumières pour construire et défendre un projet de société servant sa propre identité politique en vue de renverser le pouvoir en place (1). Les débuts de cette modernité sont en effet marqués par une période révolutionnaire.

### **Bourgeoisie et classes moyennes :**

des relations étroites tour à tour de domination, de fraternité et de conflit

Les jacobins, en partie issus de la bourgeoisie révolutionnaire, avancent l'idée d'une classe moyenne ou plutôt « une classe mitoyenne des fortunes » située entre ceux qui n'ont pas assez pour se consacrer à l'activité politique, et ceux qui ont trop et qui auraient été pervertis par leur fortune.

Cette nouvelle classe moyenne défend un projet de société hérité des Lumières, projet qui serait « essentiellement bon » pour l'ensemble de la société en vue d'en devenir un modèle. C'est l'idée de la quête d'un bonheur commun pour tous : l'utopie (héritée de Thomas More). Mais ce sera un échec.

L'entrée dans l'ère industrielle marque une scission dans la classe moyenne entre une « petite bourgeoisie » de type couche moyenne, et une « haute bourgeoisie » qui participe de l'élite politique. Leur concurrence porte sur la conquête et la maîtrise du projet politique.

La « petite bourgeoisie moyenne » prend de l'ampleur et s'affirme à travers le nationalisme naissant. Suite à la défaite de la guerre de 1870 et à la situation de crise morale que traverse le pays (scandale d'affaires des élites, etc.) elle devient le groupe social sur lequel repose le projet de société démocratique.

Dans le même temps, l'ère industrielle se conjugue avec une urbanisation massive. L'émergence de la classe ouvrière et de ses luttes sociales va changer la donne. La société se recompose et se complexifie encore :

- d'un côté la « petite bourgeoisie moyenne » doit combattre la haute bourgeoisie afin de se maintenir en tant que classe sociale ;
- de l'autre, elle représente un poids économique de moindre importance face à la montée du prolétariat.

Les ouvriers sont producteurs de la richesse de la société devenue industrielle. Le salaire, soumis à la spéculation, devient le noyau dur de la conscience de classe ouvrière (M. Halbwachs). Conscients de leur poids économique et en quête d'une identité sociale, le prolétariat devient la classe majoritaire, de surcroît porteuse d'un projet politique.

L'entrée dans le XX<sup>e</sup> siècle sera donc marquée par la montée d'une société salariale (R. Castel) et par le développement d'un capitalisme industriel de grande unité, très concurrentiel. Un dilemme s'instaure pour la classe ouvrière, devenue très influente politiquement (victoire du Front Populaire) et deux issues de profilent (c'est la deuxième voie qui sera privilégiée) :

- poursuivre les réformes visant l'instauration d'acquis sociaux visant à réduire la distance sociale entre les prolétaires et les patrons : vision de type plutôt socialiste
- prendre le pouvoir par la révolution et instaurer un régime strictement égalitaire : vision de type plutôt communiste.

Dans le même temps, la modernisation de la société, l'évolution des techniques et l'organisation scientifique du travail débouchent sur la montée du secteur tertiaire, lequel fait apparaître un nouveau statut de travailleurs qui occupent une position sociale intermédiaire : les cadres.

Mais la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle est bousculée par les deux guerres mondiales et ses conséquences directes. Les nouvelles classes sociales émergentes auront du mal à se configurer et à se structurer dans ce contexte :

- la classe moyenne juste d'après guerre, considérée comme la « petite bourgeoisie vichyste réactionnaire », est sanctionnée d'une identité sociale négative et ne peut, dans ce contexte, remplir son rôle attracteur.
- les cadres, quand à eux, forment un groupe social trop hétérogène pour porter et un défendre un projet de société global.

Il faudra attendre la reconstruction et ce qui deviendra a posteriori les Trente Glorieuses pour voir une classe sociale prépondérante : une nouvelle large classe moyenne répondant au projet de moyennisation de la société visant l'abolition d'une société de classes basées sur la lutte des classes.

Cette classe moyenne, en grande partie artificielle, fait partie d'un projet politique de société progressiste libéral mais avec une très forte main mise de l'État dans tous les domaines de l'existence (logement, travail, éducation, loisir et culture, transports, etc.). Ce projet de société sera rendu en partie opératoire par la politique de logement via l'édification des grands ensembles (industrialisation de la construction et mobilisation des acteurs du BTP) et l'apogée de la société de consommation de masse, grâce au développement des crédits à la consommation.

Logée dans les programmes de grands ensembles via les filières d'attribution de logement pour 1/3 de strates supérieures (cadres supérieurs, professions libérales), 1/3 de strates moyennes (cadres moyens, employés qualifiés et ouvriers qualifiés, etc.), et 1/3 de strates inférieures (ouvriers spécialisés, retraités, malades, femmes seules, etc.), cette classe moyenne artificielle va prendre en partie grâce à l'augmentation générale du niveau de vie des années 1950' et 60'. Cette période prospère permettra également à cette nouvelle classe moyenne d'absorber une partie de la classe ouvrière « embourgeoisée » (les ouvriers qualifiés).

La moyennisation de la société est une vision politique d'habitat basée sur la croyance que :

- la proximité spatiale (tout le monde vit dans les mêmes conditions de modernité) débouchera « naturellement » sur la proximité sociale (le mélange des origines sociales conduira à une homogénéité sociale) ;
- l'accès de tout (objets et biens de consommation de masse et de services) à tous (via les crédits à la consommation) débouchera « naturellement » sur une société d'individus heureux, et une harmonie sociale.

Mais c'est le contraire qui ne tardera pas à se produire : le mélange heureux ne se réalise pas pleinement et une grande distance sociale va s'établir entre les différentes strates de cette « classe moyenne » artificielle. Chacun tentera de se distinguer de celui qu'il considèrera comme différent (diversité sociale, économique et culturelle), ou moins bien, ou pire que lui.

## Une utopie réalisée en déconnection avec l'évolution du monde et éloignée les désirs des individus

Dans le même temps, dans cette nouvelle société « moderne », le système de référentiel de valeur change : le travail, préalablement constitutif de l'identité sociale, n'est plus prépondérant. L'identité sociale et le sentiment d'appartenance à la classe moyenne se construisent autour de l'acquisition d'objets, de biens et services de consommation de masse. Plus précisément, et assez rapidement, c'est la quête d'une distinction sociale qui s'établira entre les individus au sein de cette classe, à travers la différenciation de look, de design, de marques, selon la qualité des biens et des services dispensés (J. Baudrillard/ R. Barthes).

Cette classe moyenne commence à se disloquer dès la décennie 1960 avec, pour certaines et certains, la volonté de réapproprier son environnement de vie, ses modes d'existence et de refonder le sens de sa vie sur des valeurs en marge des standards de la société urbaine de consommation.

D'où, sur fond de décolonisation, l'émergence de nouveaux mouvements sociaux, de nouveaux milieux culturels, et de contre culture. La critique de l'État se fonde sur la prise de conscience que le modèle de société prôné ne répond pas aux idéaux promis. Outre la réelle amélioration des niveaux de vie répondant finalement aux besoins de type primaire, une part croissante de la population aspire à autre chose que ce qu'elle constate : déracinements, dégradation des environnements et des milieux de vie, isolement, pollution, perte du sens de la vie, etc.

On entre là en postmodernité, avec la prise de conscience que science et progrès ne sont plus directement liés et surtout que le progrès n'est plus synonyme d'amélioration des conditions d'existence. C'est une véritable rupture vis-à-vis des institutions qui n'opèrent plus pleinement, et une émancipation vis-à-vis de contraintes devenues stériles. Le processus de dégradation et de dislocation de la classe moyenne et la montée des inégalités déjà présents son sein vont s'accélérer avec les crises de 1974 et 1979 :

- **il y a ceux qui s'embourgeoisent** : qui composaient la strate supérieure. Ils ont depuis longtemps quitté les grands ensembles pour réinvestir les centres villes ou une maison individuelle avec jardin via l'accession à la propriété que leur permet leur statut professionnel. Ils seront peu touchés par la crise et verrons même leur situation sociale et économique poursuivre son ascension. Ce sont les grands bénéficiaires de ce projet de société.
- **il y a ceux qui se déclassent** : qui composaient la strate médiane de la classe moyenne. Ils prennent la crise de plein fouet : une partie avait quitté le grand ensemble lequel ne répondait pas à leur idéal d'habitat ; une partie est restée et voit son cadre de vie et son niveau de vie se dégrader. Leurs secteurs d'emploi et les postes qu'ils occupent sont les plus touchés par la crise, et eux par un chômage d'un nouveau genre : chômage de masse et de longue durée. Ces accédants à la propriété, souvent dans le pavillonnaire via l'emprunt immobilier, doivent se défaire un bien qui ne leur appartenait pas encore, et revenir dans le logement social. Ils vivent cette régression économique comme une déchéance sociale et une sanction personnelle portant atteinte à leur identité. Ce sont des déclassés, surendettés, appartenant toujours, d'un point de vue des représentations, à la classe moyenne. Ces « nouveaux pauvres » (S. Paugam), et ces « précaires » (R. Castel) sont les grands perdants de ce projet de société.
- **et il y a ceux qui s'appauvrissent davantage** : la strate inférieure, quant à elle, voit ses conditions de vie se dégrader mais sans grands changements de cadre. Elle se maintient à minima tout en devenant dépendante de l'aide sociale. D'autres décrochent et entre dans une errance, en situation sans domicile fixe, en marge des dispositifs et de plus en plus en marge de la société.

### Individualisation, singularisation et entre-soi : vers une socialisation insularisée

Dans le même temps, un changement structurel profond continue d'animer la société depuis le milieu du XX<sup>e</sup> siècle, la montée de l'individualisme : l'individu « en positif » libre réussir en période de prospérité ; l'individu « en négatif » responsable de sa défaillance en période de crise. On passe d'une société de classes à une société de strates puis de places (V. de Gaulejac & I. Léonetti).

Chacun cherche à trouver ou maintenir sa place, entre concurrence avec l'autre qui devient un ennemi potentiel dans un monde du travail lui aussi en pleine mutation (délocalisation du secteur industriel, informatisation du secteur tertiaire, etc.) et moins protecteur ; chacun lutte pour sa place dans une société où il n'y a plus assez de place pour tous. Les « surnuméraires », « les hommes en trop », les « inutiles au monde » réapparaissent (R. Castel).

Mais de cette large classe moyenne qu'est-il donc advenu ? Aurait-elle disparue ?

Les uns s'enrichissent et s'embourgeoisent, notamment en ville (processus de « gentrification ») les autres se paupérisent (processus de « relégation »), au point qu'au début 1990 se diffuse l'idée de la disparition de la classe moyenne. La France serait devenue duale, séparée entre les plus riches, les « in », plutôt situés dans des quartiers privés, des entre-soi et des quartiers « bourgeois bohèmes » des centres villes ; et les plus pauvres, les « out », plutôt situés dans les périphéries urbaines devenues de zones de relégation voire des ghettos.

Dès l'entrée dans le XXI<sup>e</sup> siècle on constate au contraire que loin d'avoir disparue, la classe moyenne se diversifie en une multitude de situations et d'espaces (E. Préteceille), voire qu'elle implose en une société fragmentée et inégalitaire (É. Maurin). Mais surtout, on observe que les quartiers les plus polarisés, ne sont pas ceux que l'on croit : ce ne sont pas les quartiers périphériques défavorisés habités par les strates plus populaires mais ce sont bien plutôt des ghettos du ghorta (M. & M. Pinçon-Charlot), aussi qualifiés de ghettos de riches (T. Paquot), habités par les classes composant la grande bourgeoisie et l'aristocratie traditionnelle.

La « mondialisation du monde » durant la décennie 1980 puis la « globalisation du monde » durant la Décennie 1990 contribuent grandement à ce changement d'échelle et de positionnement des uns et des autres dans la société. Changement de cadre, perte et reconstruction des racines et du sens. En y regardant de plus près, la classe moyenne n'a pas disparue mais elle s'est fortement diversifiée en une stratification composée de multiples sous-groupes (Préteceille).

Qui se ressemble se rapproche de ses semblables en une multitude d'entre-soi, prenant la forme d'espaces résidentiels correspondant à l'image que ces milieux se font d'eux-mêmes. Programmes immobiliers pavillonnaires, petits collectifs résidentiels, gentrification des quartiers populaires, etc. On parle alors « des classes moyennes » : des classes moyennes supérieures, des classes moyennes moyennes, des classes moyennes inférieures, des classes moyennes populaires, des classes moyennes fragiles ; des classes moyennes précaires, etc.

Le politique n'oublie pas que la classe moyenne est une base électorale, il ne s'agit pas de la froisser en la qualifiant d'identités dégradantes ou décalées par rapport à l'idée que ses membres pourtant très disparates s'en font. Le risque est politique avec la remontée des extrêmes et la fragilisation de la démocratie.

Le floutage des milieux sociaux se retrouve également dans le floutage des espaces de vie.

La « planétarisation du monde » (2000<sup>e</sup>) à l'ère du numérique complexifie la lecture des appartenances sociales et des représentations identitaires mais aussi des territoires. Le fait urbain et le numérique estompent davantage encore les repères territoriaux au point d'en arriver à cette lecture d'une « France périphérique » (C. Guilly). Ni/et urbaine, ni/et rurale, ni/et banlieusarde, cette France périphérique est autant la manifestation spatialisée dans les grands vides et interstices des pôles et des axes de communication, que la désignation d'une population en même temps intégrée (elle est active et travaille) et en marge (de la participation à la vie sociale via la consommation de loisir) de la société.

Cette France périphérique située dans les petites et moyennes villes, les zones rurales, et les bassins économiques en déclin, provient en partie des classes moyennes qui se sont encore paupérisées et de toutes un ensemble de strates sociales qui peinent à boucler ses fins de mois et ne trouve plus aucune réponse ni satisfaction à ses besoins (sans parler de ses aspirations) dans la société du début du XXI<sup>e</sup> siècle.

En partie fédérée par la lutte *via* la désignation faussée « gilets jaunes », elle n'est pas pour autant porteuse d'un projet de société attractif pour le plus grand nombre. En cela, les gilets jaunes ne sont pas une classe sociale. C'est un mouvement, parmi tant d'autres, à toutes échelles planétaires de revendications de type alter, réactionnaire ou révolutionnaire contre les inégalités économiques dont elles sont victimes, l'absence de prise en compte et de reconnaissance de leurs difficultés quotidiennes et sans espoir d'amélioration ni pour elles ni pour leur enfants, bien au contraire.

Sont-ils révélateurs d'une résurgence de lutte des classes, des strates, des places ? Une lutte entre :

- ceux qui n'ont plus assez pour maintenir leur cadre de vie et qui n'entrevoit pas d'avenir meilleur ni pour eux ni pour leurs enfants ;

- ceux qui ont assez et qui ne souhaite pas perdre leurs acquis et le patrimoine qu'ils souhaitent transmettre à leur enfants ;
- et ceux qui ont beaucoup trop, très à distance de ce monde et dont la fortune choque de plus en plus ;
- Quant à ceux qui n'ont « rien », ils vivent à minima au quotidien et sont en partie visés par la lutte de ceux qui les considèrent comme privilégiés ou profiteurs parce que bénéficiaires réguliers de l'aide sociale.

Dans les situations de crise (de mutation profonde), il y a toujours la recherche d'un bouc émissaire. Chacun étant potentiellement le bouc émissaire d'un autre, d'où le retranchement accru sur de petits entre-soi choisis ou subis de toute ordre.

Tous ces mouvements seraient plutôt révélateurs d'une crise existentielle. Depuis quelques temps, malgré les retranchements identitaires et communautaires en tout genre, tous ces « sans » commencent à trouver un point de ralliement commun dans la lutte collective contre les inégalités extrêmes issues d'un système capitaliste néolibéral destructeur des biens communs.

Ils embarquent de plus en plus avec eux des manifestants de toute appartenance sociale et de toute génération. Les populations diverses qui participent de ces mouvements, telle une forme de réflexivité collective, adhèrent à l'idée d'une révolution dont le motif dépasse les (présupposés) égoïsmes individuels.

Il y a prise de conscience collective et générale qu'il faut urgemment agir car il ne s'agit plus de lutte entre classes mais de lutter ensemble, pour la survie de l'humanité, ou d'une large partie de l'humanité, des dérives cataclysmiques écologique et économiques.

Sacré projet de société !

• • • • •

## Croisements et convergences sur « milieu(x) de vie »

### Qu'est-ce un milieu de vie ?

« Le milieu de vie des individus est “multipolaire” [En dehors de la perspective territoriale, le milieu de vie est] un réseau qui, selon De Radkowski (2002), est constitué de points nodaux où se noue et se tend l'espace en tant que réseau de communication [...]. Le milieu de vie est un système dynamique composé de deux zones en interaction, une zone de proximité et une zone élargie (Villemagne, 2002). 1) Le noyau central est le milieu de proximité du citoyen, le plus souvent fréquenté autour de son lieu de résidence. Il est de nature spatiale (la rue, le carré d'habitation) – sa taille est toutefois plus petite que le quartier – et de nature affective (les relations intimes et le voisinage, la vie communautaire). Cette zone centrale est propice au développement d'un sentiment d'appartenance par exemple dans des actions environnementales concrètes qui améliorent le milieu de vie de proximité. Les retombées sont donc perceptibles pour les résidents. 2) La zone périphérique du milieu de vie d'un citoyen est à géométrie variable. Elle est évolutive en fonction de plusieurs facteurs, en particulier : la complexité du réseau relationnel, la mobilité, les obligations et les déplacements professionnels, la consommation de loisirs, les caractéristiques socioculturelles et économiques de chaque citoyen » (C. Villemagne).

Le territoire est « le milieu de vie, de pensée et d'action dans lequel et grâce auquel un individu ou un groupe se reconnaît, dote de sens ce qui l'entoure, et se dote lui-même de sens, met en route un processus identificatoire et identitaire » (Barou in Tizon).

Le milieu de vie est multi-scalaire. Un tour d'horizon en sciences naturelles et sociales, parce qu'elles sont liées, décline une diversité d'échelles d'appréciation de l'expression et montre que les milieux de vie sont de fait interdépendants entre eux, il en va tant de leur essence que de leur survie.

### L'influence des sciences naturelles à l'échelle de l'individu

« Le milieu de vie » correspond au tournant de l'existence des personnes. Vécu comme une crise (crise de la quarantaine plutôt chez les hommes, ou de la cinquantaine plutôt chez les femmes), la crise étant entendue ici comme un changement de situation ou de condition.

Le changement vécu, notamment chez les femmes, est un changement d'ordre biologique et hormonal (la ménopause). Ce changement s'accompagne d'un bouleversement de l'équilibre de vie tant personnel, d'ordre psychologique et familial, que social. La femme change de statut social en perdant le statut vertueux et valorisé de la mère (potentielle ou réalisée).

Ce changement du milieu de la vie invite ou oblige à refonder son identité en tant que personne à part entière, et plus uniquement de mère, notamment lors du départ des enfants du foyer et ce, même lorsqu'elle mène une vie professionnelle active. Elle opère une relecture de sa vie par rapport à ses rêves ou projections de son enfance, par rapport à son couple et à son travail, par rapport au devenir de ses parents vieillissants ou déjà absents.

La marge de manœuvre est réduite alors que la reconsidération de soi est de nature existentielle sur le sens la vie d'après la période de fécondité. Il s'agit véritablement d'une crise existentielle qui débouche sur des choix d'orientation, l'émancipation de certains cadres sociaux. C'est l'heure des ruptures et des reconquêtes. C'est l'heure de l'engagement vers des idéaux autour de valeurs et de projets donnant ou redonnant un sens à la vie.

Face au changement physiologique, le milieu de vie, devient donc, dans nos sociétés, une étape personnelle et psychologique d'émancipation de son milieu de vie (familial et social) et de réinvestissement de soi dans d'autres milieux de vie (associatifs, culturels, culturels, etc.), en vue de trouver ou retrouver sa place dans la société.

Cela signifie-t-il que, dans le parcours de vie des individus, il y a des âges ou des tournants plus propices que d'autres à l'engagement ? Engagement vers l'autre en dehors de soi (soi individu et soi noyau familial ?) et vers d'autres préoccupations que le quotidien déjà bien rempli de nos vies ?

### **L'influence des sciences naturelles à l'échelle de la société**

À une autre échelle, l'expression « milieu de vie » est l'environnement (social, spatial, culturel, culturel) dans lequel grandit et évolue un individu ou un groupe d'individu (famille/tribu/groupe). On peut comparer « les milieux de vie » aux différents cadres sociaux qui structurent et socialisent les individus au cours de leur vie.

La notion de « milieu » est héritée de l'avancée des sciences naturelles du XIX<sup>e</sup> siècle et de leur appropriation et diffusion dans les sciences sociales et politiques. Prenons pour exemple, les théories de J-B. Lamarck sur le Transformisme puis de C. Darwin sur l'Évolution des espèces. Outre leur apport à la génétique moderne, ces théories jettent les bases d'un nouveau rapport de l'homme à l'homme dans nouvelle société urbaine et industrielle comprise comme milieu.

- **Le Transformisme** (présentée en 1809 dans « la Philosophie zoologique ») : démontre que les individus (coquillages) ne sont pas fixés dans leur forme mais se transforment sous l'action du milieu et transmettent leur micro variations à leur descendance. C'est ce qu'on appellera l'hérédité des caractères acquis. L'idée est donc d'une interaction entre l'individu et son environnement : le milieu influence les êtres vivants qui, en retour, s'adaptent au milieu auquel ils sont confrontés.

Cette théorie, déplacée dans le champ du social, du politique et du religieux, remet en question l'idée de fixité de la nature humaine : les êtres vivants ne sont pas nés tels quels mais se sont transformés dans le temps, faisant remonter l'apparition de la vie sur terre à au moins 900 millions d'années ! Par ailleurs, cette théorie rend l'individu responsable de sa destinée puisque son évolution est prévisible : cela légitime l'enferment voire l'éradication (selon les régimes politiques les plus extrêmes) des populations aux mœurs réprouvées par la société.

- **L'Évolutionnisme** (présentée en 1859 dans « l'Origine des espèces ») reprend l'idée du transformisme mais y apporte une modification à travers deux concepts clés : le « hasard » et la « sélection naturelle ». L'idée devient la suivante : le vivant subit de façon aléatoire (le hasard) des micro-variations. Dans un milieu donné, les individus qui seront le mieux adaptés transmettront leurs caractères acquis à leur descendance. Ceux qui présenteront des variations défavorables (inadaptées) seront, dans le temps, éliminés. Le produit de l'évolution est donc ce qui reste après élimination ». C'est la sélection naturelle.

Avec Darwin, le vivant n'est pas maître de son destin puisque le destin est imprévisible.

Cette théorie, déplacée dans le champ du religieux, remet en question l'idée de créativisme et tout comme pour celle de Lamarck, rencontre une forte réaction de l'Église. Mais c'est surtout l'usage détourné qui en sera fait dans les champs du social et du politique qui débouchera sur des dérives diverses et parfois extrêmes :

- dans le domaine des sciences sociales, le darwinisme sera invoqué pour justifier le dépassement de l'ordre social établi, remettra en question le déterminisme de la naissance et de l'appartenance aux classes sociales, conduisant aux idées révolutionnaires.
- dans les domaines économique et politique : le darwinisme fournit un argument « naturel » et scientifique à la compétition capitaliste et à l'essor de l'industrialisation. Le nouveau milieu de vie est la société industrielle capitaliste : ceux qui s'adaptent survivront et transmettront leurs acquis à leurs descendance, ceux qui ne s'adaptent pas seront, à terme et naturellement « éliminés » justifiant la non mise en place (ou a minima) de politique de soutien au plus indigents.

C'est dès lors la science « naturelle », en tant que nouvelle doctrine, qui régit l'organisation et le cadre des sociétés modernes. D'autres théories issues des sciences naturelles devenues la biologie depuis, s'enchaîneront. Mais celles dont l'interprétation dans les champs du social et du politique contredisent l'équilibre et le développement de la société capitaliste industrielle, seront bien moins mobilisées ou diffusées.

Durant toute cette période charnière, on retient donc que milieu social dans lequel évolue un individu détermine en grande partie sa conduite mais plus encore la représentation que ceux des autres milieux s'en font. Ce sont des identités de classe très marquées notamment par les luttes et des revendications de pouvoir Et dont il est difficile de se défaire. La mobilité sociale n'est pas encore à l'œuvre.

### **L'influence des sciences naturelles à l'échelle de la communauté**

Le « milieu de vie » est une notion qui a été fortement mobilisée par un courant de sociologie américaine dénommé École de Chicago. Au moment du développement des villes industrielles et de la conquête des territoires nord américains par les populations migrantes provenant d'Europe, c'est là une véritable écologie urbaine qui s'instaure et se développe.

Le modèle de l'écologie animale et végétale va influencer la manière d'observer, de comprendre et d'analyser ce qui est en train de se faire sous les yeux des habitants, des acteurs économiques et politiques, des universitaires et des intellectuels nord américains : la constitution des métropoles modernes du nouveau monde.

La ville va y être appréhendée comme « organisme vivant », et analysée comme un « laboratoire social » grandeur nature. La ville est un « phénomène naturel », composé d'une « mosaïque d'aires naturelles » habitées, chacune, par un type de population.

Ces milieux de vie sont autant de « petits mondes », d'« écosystèmes » qui voisinent et qui composent par sa variété, la richesse de la ville cosmopolite. Chacun de ces milieux, quartiers de prestige ou de taudis a sa raison d'être parce qu'il répond à une fonction, interagissent entre eux et participe de l'économie globale de la ville.

Les habitants de ces quartiers de type communautaire sont autant adaptés aux conditions et aux codes de leur milieu qu'ils participent en retour, de l'identité des lieux. L'émancipation de ces quartiers communautaires par la dispersion des habitants dans la ville démontre leur assimilation en se construisant une nouvelle identité américaine. L'étude de ces milieux de vie, des communautés qui les composent et des processus de mobilité sociale et urbaine a fondé la sociologie urbaine.

Dans cette société nord américaine en train de se faire, il est moins question de détermination d'appartenance de « classe » que de « quartier » en tant qu'écosystème social, politique, économique culturel, symbolique voire psychique qui détermine la place de l'individu dans la société devenue urbaine. Une des questions de fond qui anime cette quête renouvelée de compréhension de l'homme dans son nouvel environnement est celle :

- d'un côté, de la détermination du milieu vie (social et urbain) sur l'individu et son comportement : quelle marge de manœuvre, de libre arbitre et de capacités d'émancipation l'individu a-t-il au regard de la contrainte d'appartenance à son milieu/quartier communautaire ?
- de l'autre, quel impact et influence l'individu a-t-il sur son milieu/quartier/communauté de vie et comment, par ses choix de vie déviant des normes de son milieu de vie, il va le faire bouger et évoluer de l'intérieur ?

Il en ressort que c'est l'interaction de l'un sur l'autre (parfois davantage l'influence du milieu parfois celle de l'individu, selon où il se situe dans son itinéraire de vie et dans son histoire vis-à-vis de sa communauté), qui fait évoluer et qui construit cette société urbaine d'un nouveau genre.

On le voit, dans différentes mesures, les « milieux de vie » socialisent ou resocialisent les individus qui les composent. En cela on peut les appréhender comme des « institutions ».

## **Le « milieu de vie » comme institution**

Qu'est-ce qu'une institution ?

Une institution est l'acte de mettre en place, par les Hommes, des formes et des pratiques sociales qui structurent les actes des individus et qui les conforment au savoir être et aux savoirs faire du lieu/groupe/établissement. Et ce, soit par la coutume, soit par la loi.

Les institutions ont deux dimensions : une dimension formelle (établie par la loi) et une dimension informelle (établie par la coutume, dans le temps). Parfois, souvent, les deux se conjuguent.

La Famille est une institution, l'École, l'Église, l'État, etc. sont des institutions où s'y conjuguent coutume et loi. Se sont des espaces de socialisation « primaire » et « secondaire », qui jalonne nos parcours de vie.

Tout les autres activités collectives structurée telles les entreprises, les milieux du travail en général, les syndicats, les associations, les clubs sportifs, culturels, les chorales, etc. sont des institutions qui participent de notre socialisation secondaire. C'est le cas par exemple ici. L'ACI est une institution.

Les institutions sont aussi de dimension informelle, c'est à-dire uniquement basées sur les pratiques ritualisées dépendants des modes de vie de groupes sociaux plus ou moins larges : le repas est une institution, l'apéro, la pétanque, les débats autour du comptoir, etc. Ces activités participent de notre être au monde social et de notre vie et place en société/communauté/famille, etc.

À quoi sert une institution ?

L'institution établie et structure les comportements, elle prescrit certaines manières d'être et de faire. Elle a un pouvoir de contraintes sur les individus (les êtres sociaux). Ils apprennent les règles formelles et informelles au cours de leur vie en société et dans ces différents espaces sociaux : ceux qui ne se conforment pas aux règles ou aux normes attendues sont susceptibles de subir des sanctions de type pénale (amende/prison par rapport à la loi) ou des sanctions de type social et symbolique par rapport aux coutumes (rejet, exclusion, stigmaté).

Tous ces espaces sociaux, ces milieux de vie que sont les institutions, permettent à l'individu d'élargir son espace de jeux social, de multiplier ses rôles sociaux lesquels participent de la richesse de son identité et de sa personnalité tout au long de sa vie.

Plus encore, c'est lorsqu'il est confronté à des milieux ou des cadres qui ne portent pas les mêmes valeurs ou les mêmes codes, lorsqu'il est parfois soumis à des injonctions paradoxales, que l'individu doit réagir, s'adapter et négocier. Il négocie avec lui-même, avec les autres, il entre parfois en conflit, en décalage, voir rompt avec certains milieux, avec les siens, temporairement ou durablement, en vue de rester en accord avec lui-même ou l'image qu'il se fait de lui-même et de la place qu'il souhaite occuper dans la société.

Typiquement ce sont des phases d'émancipation et de structuration de la personnalité que l'on va retrouver également dans la dimension psychique (on pense à ce sujet aux travaux entre autres de Jean Piaget sur les étapes du développement des enfants/adolescent jusqu'à l'âge adultes, etc.).

On pense aussi aux individus issus de cultures différentes et confrontés à des sociétés et des économies différentes, obligées de s'acculturer, de se construire une nouvelle identité, dite « hybride ». *(La notion est riche de part sa double origine grecque et latine et face à l'histoire contemporaine des migrations choisies ou subies. La notion est donc sujette à connotation positive ou négative et à interprétation multiple selon les milieux académiques et idéologiques qui la mobilisent. Ce n'est pas le sujet ici d'en débattre mais pour un éclairage de la notion et de sa complexité, voir l'article de Marion Sauvairé présentée en référencement).*

C'est également cela l'intégration et l'assimilation. L'individu navigue et négocie avec les institutions mais les fait aussi bouger de l'intérieur.

#### Focus sur l'« institution totale » comme grille de lecture des milieux de vie

Pour bien saisir l'impact de l'institution comme cadre structurant l'individu et le conformant aux normes du lieu, prenons l'exemple qu'a étudié un sociologue nord américain (Erving Goffman) à propos d'une institution dans laquelle il a conduit une recherche à leur demande, l'Asile psychiatrique (cela peut concerner, dans d'autres mesures, toute institution de type asilaire : internat, caserne, prisons, camps, maisons de retraite, etc.).

Qu'est-ce donc qu'une institution totale et quelles sont les caractéristiques de la vie quotidienne dans une institution totale ?

C'est un regroupement d'individus (une collectivité) dont toutes les activités intimes privées ou publiques de la vie quotidienne (dormir, se distraire, manger, travailler, etc.) se déroulent dans un même lieu (un même cadre) avec les mêmes partenaires (ce qui pose des questions de promiscuité), et sous la même autorité (mêmes traitements et mêmes obligations).

Les caractéristiques de ce milieu fermé sur le monde est qu'il désocialise les individus en brisant les frontières qui séparent normalement les différents champs d'activité des hommes entre le privé, le public et l'intime. Cela signifie que les individus ne peuvent plus jouer ou mobiliser leur différents rôles sociaux, et par conséquent qu'ils sont réduits, par l'institution totale, à la seule identité pour laquelle ils sont là, à savoir : un malade, ou un vieux ou un prisonnier, ou un réfugié, etc. Dans ce type de milieu, ils occupent une place inférieure dans la relation avec les représentant de l'institution : ceux qui sont en charge des les surveiller ou de les contrôler. Il y a donc pouvoir de domination entre ceux qui surveillent et ceux qui sont surveillés.

Cette réduction des possibilités de jongler avec ses différentes identités sociales participe de la déstructuration de la personnalité, enferme l'individu et l'aliène. L'individu se coupe peu à peu du monde social.

Mais, et c'est là que cela devient intéressant, ce que va montrer Goffman est que dans ces univers hors du monde social, les individus résistent et parfois se rebellent. Pour survivre psychologiquement et se détacher un tant soit peu du seul rôle que l'institution veut leur faire jouer, ils dérogent et dévient du cadre. Pour éviter l'aliénation sociale que provoque la réclusion dans l'institution, les individus s'écartent du rôle et du personnage que l'institution lui assigne et opèrent des micro-adaptations, des « adaptations secondaires ». C'est la vie clandestine qui se développe ici, et ce dans toute institution, même les plus strictes. Pourquoi c'est important ? Parce qu'il y a va de la survie du milieu.

L'institution, plus justement ses représentants, ne sont pas dupes. Ils savent que s'ils ne laissent pas un peu de liberté d'action aux individus, l'institution ne tiendra pas. Elle risque de se fissurer, et c'est dans les fissures que s'engouffrent les dérives, au risque de la faire s'imploser. Pour sa propre survie, l'institution doit lâcher du lest, lâcher prise sur certains aspects. Mais la marge de manœuvre est très réduite, elle est tacite et constamment renégociée :

- d'un côté, par ces adaptations secondaires les individus ne sont pas complètement aliénés, restent un peu humains et peuvent encore trouver les leviers d'un sens à leur vie.
- de l'autre, par sa « flexibilité toute relative », l'institution, en autorisant l'individu à l'espoir d'un changement ou d'une amélioration, se sauve elle-même. Car sans « public-cible », elle perd sa raison d'être et est vouée à disparaître.

À quoi sert ce focus sur les institutions pour penser l'ACI ?

À se poser la question de son rôle, de sa mission et de ses moyens, et de son évolution dans un monde en crise (changeant).

Dans le cas ici de l'asile, Erving Goffman montre le l'hôpital psychiatrique censé apporter soins aux malades mentaux a dévié de sa mission de départ. L'hôpital se structure, se régule et se règlemente en vue d'améliorer sa propre organisation et non d'améliorer le sort ou la santé des publics qu'il a en charge.

Le problème et la question soulevée ici sont relatives du fondement de toute institution, lorsque les motifs de leur création sont dépassés ou entrent en contradiction avec son mode opératoire. Autrement dit, lorsque son organisation et sa gouvernance s'établissent au détriment de l'objet premier de sa mission : le soin de l'autre. Il est clair que les institutions de type hospitalières (voir la politique des hôpitaux publics et l'actualité sur les EHPAD) sont concernées mais aussi tout un ensemble d'autres institutions à toute échelle.

La société, c'est à dire nos institutions légitimes (État, Église, École, Université, Entreprise, etc.), nos milieux de vie, nos espaces sociaux, et autres groupes d'appartenance culturelle, sont en pleine crise identitaire face aux mutations du monde. Le risque, le paradoxe ou la contradiction est de croire qu'en se dotant de davantage de procédures, de processus, de règlements consolidera et maintiendra ces multiples institutions en place. C'est le contraire qui se passe. Rigidifiées par le renforcement des règles en tout genre les institutions se fissurent et se fragilisent. Elles deviennent vulnérables (S. Rouay-Lambert).

Toutes ces mesures créent une distance entre l'institution et l'objet premier de sa mission. Et en cela, elle ne répond plus aux aspirations des individus qui la compose : ils s'éloignent, s'écartent, dévient, dérogent, s'émancipent au point de prendre de la distance avec le milieu et de s'organiser en marge des institutions établies. D'autres formes d'organisation collectives se créent, en vue de répondre aux besoins non satisfaits par les institutions établies, c'est ce qu'un auteur (E. C. Hugues) désigne par les « institutions bâtardes ».

### Focus sur les « institutions bâtardes » pour saisir les marges d'évolution des institutions

Hughes montre qu'en situation de crise (comprise comme changement structurel d'une société donnée), les institutions établies ne satisfont plus au plus grand nombre. En réponse, se développent d'autres formes d'organisations collectives à l'initiative d'Hommes, d'autres milieux qui, eux, vont répondre plus spécifiquement aux besoins et aux aspirations des individus non satisfaits.

Typiquement par exemple les clubs, les cercles, plus encore les associations.

Ces entreprises collectives ont l'avantage d'être souple, poreuses, et de mettre au cœur de leur activité et de leur action l'objet premier de leur mission, par exemple typique : les (devenues grandes) associations caritative qui se sont développées dans les années 1980' et après (par exemple les resto du cœur, etc.).

Quel est leur apport à la société en général et leur apport aux institutions établies ?

Par leur action même, et leur forme non conventionnelle, en soi, et en marge des institutions établies ou dans les interstices, elles répondent directement à un besoins non repéré et/ou non satisfait par les institutions normalement en charge. Elles font bouger les choses et, à terme, finissent par faire bouger les institutions établies et les lois.

Typiquement les associations, plus largement le « milieu associatif » est devenu un acteur social et économique indispensable au fonctionnement de la société et un acteur politique incontournable à sa régulation. D'institutions « bâtardes », elles deviennent « légitimes » et reconnues.

Le risque réside alors dans leur propre institutionnalisation. Hugues montre qu'en se structurant, en renforçant leur organisation et leur process, donc en s'institutionnalisant, elles finissent par ressembler à ce contre quoi elle s'étaient érigées au départ et prennent parfois les mêmes travers que grandes institutions traditionnelles.

Alors que faire ? Quelle marge de manœuvre interne et dans une société en mutation ? Entre recréer autre chose et repenser ses fondamentaux, comment rester souple ? Comment rester plastique ? On constate un perpétuel recommencement *via* d'autres institutions bâtardes en train de se faire et dont les actions et les missions collent à la société du moment, à ses nouveaux enjeux et accompagne ses mutations.

Question ouverte et à poursuivre : Quid de l'ACI ?

Est-ce que l'ACI, fondée au siècle dernier telle une « entreprise collective » s'est peu à peu institutionnalisée au point de prendre de vue l'objet de ses missions ?

L'ACI est-elle assez souple pour intégrer les mutations en cours et réajuster les fondements de ses missions ? Sur quelles bases ? Sur quelles valeurs ? Lesquels sont-ils aujourd'hui ?

Ce que l'on retient de l'expérience des institutions bâtardes, est qu'elles se construisent une identité en soi avec un objectif en soi et non par défaut, et qu'elles fonctionnent et restent attractives tant qu'elles ne s'éloignent pas de l'objet premier de leur mission qu'elles savent aussi faire évoluer au grés des crises. Elles sont donc en perpétuelle quête d'équilibre, en perpétuelle micro-transformation / ajustement sous l'action d'environnements politique, économique, sociaux changeants.

•••••

Conclu /ouverture/ transition courte par JF P sur les retours proposés à l'issue du travail en atelier...

Pour compléter et aller plus loin, quelques références...

En cours à compléter.